

# Introduction : former pour l'inconnu

Par Marie-Josèphe CARRIEU-COSTA

Amble - Consultants

« ... *La fonction la plus profonde de notre être est de « faire de l'avenir »...* », Paul Valéry, Discours aux collégiens de Sète, 1935.

**C**e fondement de la société qu'est la formation, aujourd'hui moteur essentiel de l'économie et enjeu même de l'avenir, ne devrait-il pas occuper tous les esprits ?

Qu'il s'agisse de formation initiale ou continue, d'éducation, d'apprentissage, d'enseignement et/ou de transmission, chaque jour sont rapportés des réformes nouvelles, de nouveaux classements, de nouvelles pédagogies et leurs supports, de nouvelles organisations institutionnelles, de nouveaux contenus et de nouveaux savoirs - de la maternelle à l'université, du monde du travail à la culture et à la recherche, des fondamentaux traditionnels aux toutes dernières connaissances.

Chacun veut faire entendre sa vérité, valoriser son point de vue comme étant le meilleur, expérimenter ou reproduire. Beaucoup d'initiatives foisonnent, dont les enjeux et les objectifs trouvent difficilement leur mesure et leurs indicateurs pour les évaluer et les comparer raisonnablement.

Les enseignants sont, quant à eux, happés par leur présent, leur matière, leurs programmes, les représentations extérieures - parents, administrations, statuts -, et, bien sûr et surtout, par les jeunes, dont ils doivent favoriser la réussite personnelle, en cohérence avec les représentations dominantes et connaissances actuelles, tout en les préparant à des avenir inconnus.

Quand on interroge divers acteurs, chacun a sa propre représentation de ce qu'il faut faire : le « savoir lire, écrire, compter » remporte toujours beaucoup de suffrages, bien qu'aujourd'hui s'y ajoute souvent le verbe « raisonner », les Freinet, Montessori, Charpak et autres étant passés par là, sans oublier les Rousseau et Rabelais, notamment, qui, pour n'être pas dans la modernité, étaient déjà dans la quête personnelle de l'enseigné : « la tête bien faite... » - sans oublier le « si bien éduqués » de Thélème, ainsi que les Socrate et autres fondateurs des relations enseignant/enseigné.

À l'autre bout du spectre, il s'agit de l'« apprendre », des vertus de la mémoire et des méthodes « structurantes » qui cadrent bien avec le système scolaire et institutionnel, avec ses sélections et ses étapes censées assurer dans leur prolongement une position sociale cohérente. Quant aux plus réalistes, ils ont complété la formule « lire, écrire,



Photo © Coll. Jean Vigne/KHARBINE-TAPABOR

Portrait de Rabelais (1483-1553), tableau conservé au musée de Versailles.

« ... Sans oublier les Rousseau et Rabelais, notamment, qui, pour n'être pas dans la modernité, étaient déjà dans la quête personnelle de l'enseigné : « la tête bien faite... » - sans oublier le « si bien éduqués » de Thélème, ainsi que les Socrate et autres fondateurs des relations enseignant/enseigné. »

compter » en y ajoutant « coder » (Stéphane Distinguin, le fondateur de l'agence d'innovation Fabernovel, dans *L'industrie notre avenir* de Pierre Veltz et Thierry Weil, Éditions Eyrolles, 2015).

De temps à autre surgissent l'apprentissage et le tutorat... Mais l'inversion des expériences et des connaissances rend-elle aujourd'hui ces modes de transmission pertinents - tels qu'ils sont perpétués ?

De quoi le champ de la formation est-il le reflet : de la volonté de l'épanouissement de chacun et de son intégration dans une société donnée qu'il contribuera à enrichir ? De quelques valeurs fondamentales et consensuelles, dont l'accès de tous aux savoirs, qui est un des ferments d'une « égalité » contraignant à des démarches homogènes ?

Il est aussi indubitable que former, c'est choisir, c'est intégrer (ou ne pas intégrer), c'est façonner les lendemains, et même, aujourd'hui, les lendemains de la planète - et ce, alors même que les connaissances de toute nature en assurent quantités de lectures possibles, avec, en aboutissement, ce rêve de l'interdisciplinarité et ce mythe de la connaissance unificatrice ?

Tout cela, avec en « éco-système » (en « écho-système », devrions-nous plutôt dire) :

- le respect des cadres collectifs, choisis de façon plus ou moins explicites, d'une société à perpétuer et de représentations partagées : exigences, rigueur, éthique, comportements citoyens et humanistes, évolutions civiques collectives... On perçoit bien aujourd'hui le nécessaire enseignement de la force des sciences et de la raison pour appuyer la laïcité et pour distancier les connaissances des croyances ;
- la qualité des outils et des acteurs dédiés aux capitalisations, aux formalisations, aux diffusions et aux transmissions de savoirs essentiels et nouveaux permettant d'évoluer, de progresser - individuellement et ensemble (de la bibliothèque à Internet) -, de faire percoler innovations, découvertes et connaissances traditionnelles ;
- le souci de garantir la construction de la pensée et de ne pas céder à l'illusion que l'on détient des connaissances dès lors que l'on accède à un système d'information.

C'est aussi qualifier au mieux toutes les personnes dans le cadre d'une société de la connaissance pour faire face aux nouvelles exigences des sciences et des techniques, à l'obsolescence rapide des savoirs, à une organisation pertinente d'une société « accélérée », au chômage, aux activités humaines : culturelles, créatives...

Sans oublier, en argument complémentaire, que les reprises économiques si espérées sont freinées par des manques de qualification, qu'il s'agisse des États-Unis, mais aussi de pays comme la Grèce ou le Portugal qui, ayant misé sur les formations supérieures, voient leurs crises nationales s'amplifier du fait de l'émigration de leurs futures élites. Les divers contextes nationaux (démographie, structures des parcours scolaires, université et entreprise...) soulevant autant de questions.

Le diplôme est partout devenu le facteur conditionnant de l'emploi. Et l'emploi est lui-même en difficulté du fait, en partie, de la non-adaptation des formations aux qualifications requises, découlant dans tous les cas d'évolutions mal maîtrisées.

On estime que la moitié des emplois non pourvus est due à un déficit en matière de compétences nouvelles, ainsi qu'à la substitution des robots aux tâches humaines reproductibles. Donc, un système socio-économique très

déstabilisé par les innovations, qui demandent un considérable investissement en approches et en démarches pédagogiques, qui elles-mêmes doivent être innovantes.

La connaissance, et donc sa transmission, est sûrement la nouvelle « énergie renouvelable » de la « prospérité » - cela d'autant plus du fait des nouveaux enjeux industriels : l'écologie, la « croissance » considérée comme l'impératif économique majeur, éloignant du chômage et de la précarité.

Définir ce qu'il faut savoir en termes de disciplines, de contenus et de niveaux, articuler fondements indispensables, progrès incessants et accélérés et complexité des tâches : autant de défis considérables qui sont aujourd'hui aiguisés du fait de deux « révolutions » : celle des nouvelles technologies et du numérique et celle de la puissance des réseaux qui bouleversent les modes de travail, d'information et d'acquisition, quel que soit le secteur concerné, et qui connaissent d'inexorables développement et mutation des pratiques, des objectifs, des concurrences et des organisations internationales. Il s'agit bien d'outils nouveaux, qui, en outre, se réapproprient la planète, l'humain et leurs représentations.

Ce dont on peut être sûr, c'est que les territoires seront économiquement investis en fonction des compétences présentes et à venir, qu'il s'agit de processus intégrateurs d'activités, mais que, par contre, les exclusions des marchés du travail risquent, quant à elles, d'être de plus en plus cruelles, laissant les individus de plus en plus démunis, et que « localiser » les savoirs stratégiques ne sera pas simple dans le cadre de gestions éclatées : qu'il s'agisse de données aussi bien que de produits et de biens, que de métiers, de professions, etc. Les fonctions vont connaître des transformations profondes (normes/déqualifications). Les territoires risquent des bouleversements lourds (redistributifs/productifs). Les distorsions, si elles ne sont pas évaluées, accessibles, transmises et diffusées entre les « connaisseurs » et les autres, risquent de conduire à des tensions, puis à des violences.

Les outils nouveaux, qui appartiennent à quelques-uns qui ont pu s'en emparer et les développer (l'intelligence artificielle, les *clouds*, le *big data*, les robots et autres réseaux), dépassent déjà en compétences les populations (cyber-exclusion), avec des risques de crise sociale. Ce qui est en jeu, c'est une nouvelle dimension du temps et de l'espace qui restera concentrée entre les mains de quelques-uns, si, justement, une formation adaptée ne vient pas la partager au profit du plus grand nombre.

La constitution de « la finance » quasi échappée du système social est bien l'exemple d'une manifestation de la concentration et de l'immédiateté produites par des outils numériques devenus de fait le socle de la nouvelle économie, avant d'être un outil industriel, un générateur de richesses et un nouveau moyen de communication sociale.

Ce « tsunami numérique » (pour reprendre le titre de l'ouvrage d'Emmanuel Davidenkoff) exige des accompagnements, comme l'école en a pratiqué pour la transmission des fondamentaux traditionnels. Il est urgent de cesser de croire que les enfants et les jeunes nés avec un clavier au

bout des doigts disposeraient de supériorités en termes de savoirs... Ce n'est pas de cela dont il s'agit, mais bien de l'intégration de nouveaux fondamentaux dans l'éducation qui permettent de nouvelles concurrences industrielles - et que les « GAFA » (Google, Apple, Facebook et Amazon) ne soient pas les seuls propriétaires et régulateurs des marchés, et donc, *in fine*, les seuls décideurs.

Cette crise de la « connaissance » suppose que la définition d'autres savoirs soit organisée et que ceux-ci soient inclus en permanence dans les enseignements de base des formations initiales ou continues, techniques, économiques ou littéraires..., ce qui implique qu'entre la production de savoirs nouveaux et leur formatage pour des pédagogies actives, des articulations soient pensées, formalisées et proposées.

C'est là quelque chose de très complexe, car, simultanément, les champs se déplacent en termes de disciplines nouvelles ou/et associées.

Les normes de l'offre se déplacent elles aussi : les écoles de commerce puisent dans les viviers de « khâgneux », la médecine dans ceux des « prépas » : manque criant d'enseignants en maths... des filières dites « d'excellence », mais coûteuses (sciences économiques, etc.). Le mouvement actuel qui offre des débouchés aux élèves littéraires est sûrement dans le vrai : pour comprendre l'inconnu, sans doute faut-il avoir en résonance le permanent, les constantes humaines et les outils que donnent la littérature, l'anthropologie, l'histoire et l'art pour interpréter et gérer les mondes futurs.

Une tentation est celle de formations calquées sur l'offre supposée des entreprises, ce qui est en partie positif, traduisant un rapprochement entre l'entreprise et l'université (c'est l'idée de formation continue prônée par le rapport Germinet-Mandon). Mais elle présente également des risques évidents : si certains secteurs de la restauration, de l'entretien et... de l'informatique (par exemple) forment à leurs métiers existants, mais que, dans le même temps, les qualifications évoluent rapidement, la solution devient inappropriée. Reste qu'une analyse par branches et par secteurs est sans doute une des voies pertinentes.

Une marchandisation des « formations » sans que des critères d'opportunité ou de qualité soient produits est déjà à l'œuvre : comment les acteurs des champs économiques en quête de marchés n'investiraient-ils pas des sources de financement facile : par exemple, les villes ?

L'innovation érigée en doxa de la nouvelle société industrielle touche tous les secteurs et devient un moteur majeur de modes de vie différents ou sophistiqués (voir l'exemple des FabLabs attirés par le « *do it yourself* », qui finissent par produire jusqu'à des prothèses de main complexes. De nouveaux acteurs émergent qui ont besoin et envie de « faire » et s'approprient, ainsi, à travers lui, des techniques et des savoirs, tout en produisant des objets puissamment conçus. Des industries délocalisées se rapatrient (prothèses dentaires, par exemple).

Les « bacs professionnels » voient aussi se prolonger leur parcours par des formations nouvelles d'assistants-ingé-

nieurs (comme en propose l'École nationale supérieure des Arts et Métiers - ENSAM) et les « bricoleurs » sont récupérés par les grandes enseignes dans des ateliers dédiés. Certaines initiatives font penser qu'effectivement, de l'artisan à l'ingénieur, en passant par le *designer*, les rapprochements par les technologies se feront presque naturellement, enjambant les catégories traditionnelles.

La puissance de calcul serait-elle génératrice d'un monde nouveau et d'une culture nouvelle, systémique et s'appliquant à la planète tout entière, modifiant les conceptions actuelles du travail et de l'emploi et libérant des anciens réflexes de concurrence des territoires ?

Ou bien va-t-on voir se renforcer des groupes improbables, des amalgames convoqués par des spécificités locales (les ressources supplantant les valeurs, par exemple). Ou bien s'agit-il de trouver les moyens de mettre ces outils au service de tous en communiquant la maîtrise pour qu'ils valorisent un monde d'intérêts éparpillés (« Nous fabriquons les calculateurs qui, en retour, nous construisent » - Dominique Cardon).

Le « Former » est la clé de voûte d'une société fondée sur la connaissance. Des questions « politiques », juridiques, sont d'ores et déjà présentes : travail/emploi, chômage et redistribution, processus de digestion/métabolisation des informations, formalisations et diffusion des connaissances pratiques et théoriques, droit à la formation et assurances nouvelles, Code du travail (ubérisation et plateformes, autonomie et appartenances, porosité recherche/enseignement, espionnage et cybercriminalité des *data* externalisées et enjeux des progrès des sciences cognitives). Un traitement correct de ces questions ne peut pas reposer uniquement sur des constats et une gestion du présent. Une anticipation des avènements individuels, collectifs et internationaux est également indispensable.

La maîtrise du virtuel/réel par chacun est indispensable. Il est illusoire de croire que cette nouvelle ère pourra réussir sans des langages justes et des pensées structurées : les sciences humaines devront y occuper une place cardinale.

La question des fondamentaux est elle aussi essentielle : le numérique est, de fait, une culture de l'écrit. Or, il est encore traité, du fait de son immédiateté et de ses raccourcis, comme si c'était de l'oral, comme autant d'injonctions et d'approximations, de pressions, de nécessité impérieuse de décisions rapides esquivant la rigueur, la réflexion, l'analyse... La surabondance des messages conduit souvent à des survols erratiques, à des interprétations erronées ou abusives. Sans doute faut-il reprendre en compte la nature même de ce support pour en optimiser l'usage.

Il faut bien garder à l'esprit que les grands sujets humains restent les mêmes (santé, alimentation, habitat, climat, ressources), mais que les technologies nouvelles en bouleversent complètement les pratiques, les traitements, les relations, les apprentissages. Or, les nouveaux supports paraissent relier et homogénéiser, déhiérarchiser, mais, en révélant les différences de façon explicite et formalisée, ils complexifient et multiplient les enjeux, les rencontres,

renforcent les groupes et les idéologies, enrichissent aussi les démarches et les approches de recherche et les approches pédagogiques, et ils reposent la question de l'évaluation, déjà en amont, des savoirs.

Prodiguer des formations adaptées, refonder les moyens de le faire (recherches, repères, reconnaissances et identifications, nouveaux savoirs et nouveaux outils) est sans doute la seule vraie façon de protéger la liberté de chacun, de ne pas compromettre l'avenir de l'humanité, de privi-

légier l'expansion et le progrès démocratique et d'éviter l'échec annoncé d'un avenir préfiguré au travers des catégories du présent.

C'est parier sur l'appropriation et l'acculturation d'un avenir dont nous gardons maîtrise et développement, et que nous affronterons avec responsabilité et liberté, tant il est vrai que la transmission est - et restera - un des liens forts de l'intergénérationnel.